

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet UNINTERRUPTIBLE POWER SUPPLY	
Solicitation No. - N° de l'invitation KW405-110785/A	Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client KW405-110785	Date 2012-02-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-014-5806	
File No. - N° de dossier TOR-1-34261 (014)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-03-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Grozdanovski, Tase	Buyer Id - Id de l'acheteur tor014
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2080 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification n° 4 de la demande de propositions vise à :

- A. répondre aux questions
- B. apporter trois changements à la demande de proposition.

A. QUESTIONS ET RÉPONSES

- Q1. Serait-il possible d'expliquer pourquoi la hauteur de 50 po est si importante? Avez-vous un plan d'étage ou un schéma de l'emplacement dans lequel le système d'alimentation sans coupure (UPS) sera installé afin que nous puissions déterminer si l'espace est suffisant pour permettre une ventilation adéquate et l'entretien du dispositif? Un plan de la pièce incluant une illustration du matériel existant et l'emplacement du panneau électrique par rapport au système UPS pourrait être utile.
- R1. Le système UPS sera installé dans un corridor technique situé derrière un laboratoire où se trouvent les deux spectromètres de masse. Comme il est possible de le constater dans l'image ci-jointe, plusieurs tubes de verre, situés à 51 po du sol s'y trouvent. L'espace réservé pour le système UPS se trouve entre le mur et la ligne jaune tracée sur le plancher pour indiquer l'aire de circulation sécuritaire. De plus, il est nécessaire de garder les tubes dégagés, car ceux-ci doivent être inspectés visuellement. Plusieurs systèmes UPS ont été installés dans le corridor, dont celui présent dans la photo.
- Q2. Nous avons étudié les caractéristiques requises pour le système UPS et, à moins que vous n'ayez un fournisseur et un produit particuliers en tête, il semble que la plupart des fournisseurs ne seront pas en mesure de fournir un système UPS d'une hauteur de 50 po. D'après nous, la hauteur du système UPS devrait être de 60 po. Serait-il possible d'augmenter la hauteur à 60 po?
- R2. L'exigence d'un système UPS de 50 po de hauteur est un critère opérationnel légitime et elle demeure une caractéristique obligatoire. Veuillez consulter la réponse ci-dessus pour plus de détails.

B. Changements à la DP

1. Annexe A – Énoncé du besoin

Supprimer :

- L'appareil doit être compatible avec les spectromètres de masse Micromass AutoSpec-Ultima et Thermo Scientific DFS haute résolution. Le système UPS proposé doit obtenir un certificat d'approbation des fournisseurs des spectromètres de masse de haute résolution.

Ajouter :

- L'appareil doit être compatible avec a) le spectromètre de masse haute résolution (SMHR) AutoSpec-Ultima de MicroMass et b) le SMHR DFS de Thermo Scientific. Le système UPS proposé doit obtenir un certificat d'approbation de :

Nom : M. Peter Stow

Organisation : Isomass Scientific Inc.

Téléphone : 1-800-363-7823

Courriel : peter.stow@isomass.com

Afin d'être compatible avec le SMHR AutoSpec-Ultima de MicroMass, le système UPS proposé doit respecter les exigences nord-américaines en matière de configuration d'alimentation électrique.

2. À la PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, section 3.1 Conditions générales

Supprimer :

La section sur l'"atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances" de la clause 2030 (2010-08-16), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.

2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.

3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:

-
- a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
- b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
- c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
- d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:
- a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
- b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée. Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en oeuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure
- c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

Solicitation No. - N° de l'invitation

KW405-110785/A

Amd. No. - N° de la modif.

004

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor014

Client Ref. No. - N° de réf. du client

KW405-110785

File No. - N° du dossier

TOR-1-34261

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

3. À la PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, section 10. Ordre de priorité des documents

Supprimer :

- c) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence;

